



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 08/11/2024

N°112

LA FRANCE POURSUIT SON ENGAGEMENT EN MATIERE DE FINANCEMENTS CLIMATIQUES POUR LES PAYS EN DEVELOPPEMENT EN 2023

La France a fourni 7,2 milliards d'euros de financements climat à destination des pays en développement en 2023, dont 2,8 milliards dédiés à l'adaptation au changement climatique. Ainsi, pour la troisième année consécutive, la France dépasse largement l'objectif de 6 milliards d'euros par an sur la période 2021-2025 fixé par le Président de la République en 2020. La France figure parmi les principaux contributeurs de la finance climat internationale et elle est l'un des rares pays considérés comme fournissant leur juste part dans l'objectif collectif de 100 milliards de dollars par an jusqu'en 2025.

En 2020, le Président de la République a pris l'engagement d'accroître l'objectif français des financements pour le climat en faveur des pays en développement à 6 milliards d'euros par an sur la période 2021-2025, dont un tiers consacré à l'adaptation. La France a systématiquement tenu cet engagement depuis 2021, avec 6,1 milliards d'euros de finance climat fournis en 2021 (dont 2,2 milliards pour l'adaptation) et 7,6 milliards en 2022 (dont 2,6 milliards pour l'adaptation). Sur la période 2020-2023, la France a donc fourni en moyenne 6,97 milliards d'euros de finance climat par an, confirmant ainsi une trajectoire positive vers l'atteinte de l'objectif national sur l'ensemble de la période.

Ces chiffres placent la France parmi les principaux contributeurs de la finance climat internationale. Au sein de l'Union européenne, la France est le deuxième pays contributeur, et représente 31 % des financements climatiques européens fournis en 2023. La France est ainsi considérée comme l'un des pays dépassant le plus nettement sa « juste-part » dans l'objectif fixé lors de la COP 15 en 2009, où les pays développés se sont engagés collectivement à mobiliser 100 milliards de dollars par an de financements climat pour les pays en

développement jusqu'en 2025.

Alors que cet objectif mondial a été dépassé pour la première fois en 2022, avec 115,9 milliards de dollars comptabilisés par l'OCDE, il est convenu qu'il sera revu lors de la COP 29, qui se tiendra du 11 au 22 novembre à Bakou (Azerbaïdjan). La définition d'un nouvel objectif de financements climatiques (dit NCQG, pour *New Collective Quantified Goal on Climate Finance*) sera l'un des enjeux majeurs de cette COP. La France prend toute sa part dans ces discussions et œuvrera pour que ce nouvel objectif soit ambitieux et réaliste, en s'appuyant sur les progrès réalisés pour atteindre l'objectif des 100 milliards et à la suite du Pacte de Paris pour les Peuples et la Planète. Elle appelle à maintenir la dynamique pour débloquer des financements supplémentaires pour le climat, en continuant les efforts visant à réformer l'architecture financière internationale, en obtenant davantage de contributions de la part d'un plus grand nombre de contributeurs, et par une participation accrue des financements privés, sans lesquels il ne sera pas possible d'atteindre l'échelle requise pour face au défi du changement climatique.

Agnès Pannier-Runacher, ministre de la Transition écologique, de l'Énergie, du Climat et de la Prévention des risques, a déclaré : « *La transition écologique nécessite la mobilisation de tous les pays du monde et ne se fera pas sans solidarité internationale pour aider les pays en développement à réduire leurs émissions et à s'adapter au changement climatique. A l'approche de la COP29, la France démontre à nouveau son ambition au niveau national et son rôle moteur à l'international, par son engagement en 2023 à hauteur de 7,2 milliards d'euros dont 2,8 pour l'adaptation. A la COP29, la France et l'Union européenne s'investiront pour que le nouvel objectif de finance climat en faveur des pays en développement soit ambitieux et juste. Nous souhaitons notamment que tous les pays qui en ont la capacité financière contribuent afin d'augmenter les financements, destinés à soutenir la décarbonation et l'adaptation au changement climatique dans les pays en développement, notamment les plus vulnérables, car de tels projets ont des retombées positives pour tous. Il faut aussi mobiliser toutes les sources de financement, en application du Pacte de Paris pour la planète et les peuples. Un accord sur ce nouvel objectif de finance climat enverra un message fort pour les nouvelles contributions déterminées au niveau national attendues en 2025, qui devront être les plus ambitieuses possibles.* »

Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, a déclaré : « *Alors que nous nous apprêtons à célébrer les dix ans de l'Accord de Paris, la France témoigne une nouvelle fois de son engagement à soutenir les pays en développement dans la mise en œuvre de leurs stratégies de transition énergétique et d'adaptation au changement climatique. A la COP29 à Bakou, la France et l'Union européenne seront pleinement mobilisés pour obtenir un objectif plus ambitieux, plus efficace et plus juste afin qu'aucun pays n'ait à choisir entre la lutte contre la pauvreté et la protection de la planète. Pour répondre à ce défi, nous aurons besoin de l'effort de tous et de nous appuyer sur toutes les sources et instruments innovants. La France s'engage*

avec ambition pour atteindre ses objectifs en matière climatique et en soutien de ses partenaires, dans toutes les régions du monde, qui font de ce défi un majeur un axe prioritaire de leur action. L'Agence française de développement, pionnière sur la finance climat a également été la première banque de développement à s'être engagée à être 100% alignée avec l'accord de Paris. L'AFD est également engagée en faveur d'un alignement avec l'accord mondial sur la biodiversité de Kunming-Montréal, promouvant ainsi la nécessité de lutter contre les crises climat et biodiversité avec la même ambition. »

Antoine Armand, ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, a déclaré : « Ces chiffres témoignent de l'engagement continu de la France en faveur de la transition écologique et de la lutte contre le changement climatique. A la COP 29, la France sera pleinement mobilisée dans les négociations sur le futur objectif de finance climat. Dans la continuité des travaux entamés en juin 2023 lors du Sommet pour un Nouveau Pacte Financier, la France défend une réforme de l'architecture financière internationale qui la rendra plus efficace et plus inclusive. Nous devons aussi collectivement faire mieux pour mobiliser l'ensemble des sources et des instruments de financement et entraîner davantage le secteur privé dans une approche partenariale essentielle pour l'atteinte de nos objectifs climatiques. Cette approche doit se faire dès le niveau national. C'est tout l'objectif de notre stratégie pluriannuelle des financements de la transition écologique qui repose sur une mobilisation efficace et équilibrée de tous les acteurs, grâce à une palette d'outils destinés à mobiliser à la fois les financements publics et privés. »